



HAL
open science

ACTEURS ET VECTEURS D'INFLUENCE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX À L'HEURE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Nebojsa Vukadinovic

► **To cite this version:**

Nebojsa Vukadinovic. ACTEURS ET VECTEURS D'INFLUENCE DANS LES BALKANS OCCIDENTAUX À L'HEURE DE LA PANDÉMIE DE COVID-19. 2021. hal-04036057

HAL Id: hal-04036057

<https://hal.science/hal-04036057>

Submitted on 18 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Acteurs et vecteurs d'influence dans les Balkans occidentaux à l'heure de la pandémie Covid 19

Nebojsa Vukadinovic¹

« La place d'un État et son influence sur la scène internationale se mesure à l'aune de sa puissance économique, de sa force militaire, mais aussi de son attractivité et de sa capacité à projeter des valeurs, ou à structurer le fonctionnement de l'ordre mondial. Cette puissance douce qu'est l'influence s'exerce, selon Nicolas Tenzer, plus spécifiquement à travers la contribution aux normes élaborées par les organisations internationales, l'aptitude à figurer parmi les leaders de l'expertise internationale et la présence dans les sphères académiques et médiatiques »². Les acteurs et les vecteurs d'influences peuvent être aussi analysés selon les « *soft-powers* »³. Depuis le développement du concept, les Etats sont classés tous les ans dans le rapport « *Soft Power 30* »⁴ Malgré ce classement, l'influence internationale, s'exerce différemment selon les contextes géopolitiques et géostratégiques des régions du monde et peut donc varier considérablement. La région des Balkans occidentaux⁵ est, dans l'histoire des relations internationales, un espace où les influences s'exercent, que ce soit pour des raisons stratégiques, politiques, économiques ou culturelles à partir des puissances situées autant à l'Est qu'à l'Ouest. Au 19^{ème} et 20^{ème} siècle, la chute progressive de l'empire ottoman dans la région a été le premier déclencheur d'une implication prononcée de pouvoirs étrangers, dans la région. Russes, Autrichiens, Allemands, Britanniques et Français se sont concentrés à nouer de nouvelles alliances, afin de mieux défendre leurs intérêts, tout au long du XIX^{ème} siècle. Cette implication a continué pendant et après les deux conflits mondiaux, même la Yougoslavie titiste - pourtant dans le giron des « non-alignés » - jouait de ce jeu d'influence. A la chute du Rideau de fer, de nouveaux acteurs - poursuivant des objectifs non forcément convergents – envisagent d'exercer leur influence dans la région, à grands renforts de « Nouvelles technologies de l'information et de communication ». Les acteurs que l'on pourrait qualifier d'historiques⁶ (Russie, Turquie, Etats-Unis) occupent toujours une place de premier ordre mais, il convient de noter la présence de la Chine, depuis quelques années, qui fait une entrée remarquée avec des investissements massifs dans le développement des infrastructures et des énergies, dans le cadre de sa nouvelle « Route de la Soie ». Dans un premier temps, désintéressé face à la désintégration de l'ex-Yougoslavie, Les Etats-Unis n'ont cessé depuis 1994⁷ d'avoir également une influence

¹ Enseignant à Sciences Po, campus de Dijon.

² Voir « Enjeux et vecteurs de la diplomatie d'influence » <http://extraits.tea-ebook.com/Hachette/9/17/9782246807179.html>. Nicolas Tenzer, « L'influence des grandes puissances dans le monde et leurs stratégies pour l'avenir »

³ Joseph S. Nye, "Soft Power", *Foreign policy*, No. 80, Twentieth Anniversary (Autumn, 1990), pp. 153-171

⁴ Voir le rapport *Soft Power 30 – A global ranking 2018* avec le classement par pays <file:///C:/Users/toshiba/Desktop/The-Soft-Power-30-Report-2018.pdf>

⁵ Albanie, Bosnie-Herzégovine, Macédoine du nord, Monténégro, Kosovo (selon la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU), Serbie

⁶ La France est un acteur historique dans la région mais a perdu en influence depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

⁷ En 1994, les Etats-Unis ont commencé à s'impliquer dans les conflits de l'ex-Yougoslavie, après trois ans de guerre. Les États-Unis n'ont cessé de jouer un rôle important dans la région depuis les bombardements de l'OTAN de 1995 contre les Serbes de Bosnie-Herzégovine, et de 1999 au Kosovo contre la République Fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro). Ils ont joué un rôle important dans les accords de Dayton. Les négociations se sont déroulées sur la base aérienne de Wright-Patterson dans la petite ville de Dayton, dans l'Ohio, sous la présidence du diplomate américain Richard Holbrooke.

dans les Balkans et marquent une présence stratégique croissante depuis 1999, notamment avec une présence militaire au Kosovo. Depuis mars 2020, avec la pandémie de la Covid 19, on assiste dans les Balkans à une forte influence internationale. Les acteurs locaux participent aussi au jeu des influences internationales.

Les principaux acteurs internationaux dans les Balkans occidentaux et la pandémie Covid 19

La stabilité régionale des Balkans occidentaux dépend toujours des jeux des grandes puissances. Les élections américaines de 2020 ont été particulièrement suivies dans la région. Ainsi, en Slovénie on a pu assister à un soutien à Donald Trump de la part du Premier ministre Janez Jansa, En Serbie, le SNS et d'autres partis comme le Parti radical ont souhaité également de Donald Trump. La victoire de Joe Biden, si elle change la donne par rapport à l'ex-président, s'inscrit dans la continuité d'une volonté de présence américaine dans les Balkans. La présence de plus en plus prononcée de la Chine dans la région est un nouvel élément à prendre en compte pour la stratégie américaine. Par ailleurs, les Balkans occidentaux font l'objet d'une lutte entre la Russie et l'Union européenne. Les Balkans occidentaux sont en effet une précieuse route de transit pour le gaz et le pétrole russe. Qui plus est, les États de langue slave et orthodoxes sont particulièrement réceptifs à l'influence culturelle de la Russie. Les problèmes internes à l'Union, mais aussi aux États candidats, retardent le processus d'intégration européenne. Dans ce contexte, les autres puissances internationales et régionales voient une opportunité d'augmenter leurs influences sur le continent européen. Ainsi, la Turquie souhaite marquer sa présence dans les Balkans. Les pays du Golfe investissent aussi dans la région. Dans ce contexte, la pandémie de la Covid 19 a démontré en 2020 et 2021 que les principaux acteurs internationaux étaient bien présents. Ainsi, la Chine a livré à la Serbie des vaccins Sinopharm et la Russie des vaccins Sputnik. La Serbie s'est engagée à produire ces deux vaccins. On peut y trouver aussi les autres vaccins, Pfizer et Astrazeneca. Le pays a nettement dépassé de nombreux pays de l'UE en matière de taux de vaccination de la population et s'est imposé comme une puissance vaccinale régionale. En effet, la Serbie a livré des vaccins à la Macédoine du nord et à la Bosnie-Herzégovine et a accueilli aussi des Croates et d'autres personnes de pays membres de l'UE de la région, déployant ainsi un « tourisme vaccinal ».

Les Etats-Unis : une stratégie de présence à long-terme dans les Balkans ?

Si les Etats-Unis demeurent la première puissance diplomatique, économique et militaire, elle n'est plus comparable à celle des années 1990. L'hégémonie américaine de ces dernières années a été remise en cause par la montée en puissance chinoise et russe. Plus significatif encore, la guerre civile syrienne a vu le retrait progressif de Washington au profit de l'étonnant « consortium » irano-russo-turc. Les bilans financiers sur les trois dernières décennies des treize guerres auxquelles ont participé les Etats-Unis ont coûté 14,2 milliards de dollars. Dans ce contexte, Donald Trump avait promis une rupture avec la politique étrangère américaine traditionnelle. Celle-ci a été pendant sa présidence en relation avec les intérêts des Etats-Unis. Quels sont-ils dans les Balkans ? D'un point de vue économique, ils ne sont pas très importants malgré les projets dans le domaine de l'énergie⁸. Du point de vue militaire, les Etats-

⁸ Dans le secteur énergétique, les États-Unis sont impliqués dans le projet d'oléoduc AMBO (*Albanian, Macedonian and Bulgarian Oil Corporation*) qui implique également l'Albanie, la Macédoine et la Bulgarie, dont les Premiers ministres ont signé un protocole d'entente pour le tracé et les travaux le 28 décembre 2004. Son siège social est situé à Pound Ridge, dans l'État de New York⁴⁸. Cet oléoduc devrait acheminer le pétrole des gisements de Kasaghan, au nord de la Mer Caspienne (Fédération de Russie). Les réserves de Kasaghan surpasseraient les réserves de pétrole de la mer du Nord⁵. Ce projet est également l'œuvre de la *Trade and Development Agency*, agence fédérale pour le commerce et le développement, créée en 1981. Or, le Kosovo se trouve sur le tracé de l'oléoduc, passant par le couloir VIII.

Unis attachent une importance au Kosovo, notamment au camp militaire Bondsteel⁹. De fait, l'élargissement de l'OTAN et les intérêts géostratégiques militaires font parties intégrantes de la politique extérieure des Etats-Unis face à aux Balkans malgré les discours de Donald Trump sur l'OTAN¹⁰. Dans ce sens, la zone d'influence la plus forte des Etats-Unis s'exerce dans les pays qui ont adhéré ces dernières années à l'OTAN (Albanie, Croatie, Monténégro¹¹ et en Macédoine du nord qui est devenue membre de l'OTAN en mars 2020) ou bien ceux où les forces américaines sont stationnées (Kosovo). Quant à la Bosnie-Herzégovine, l'adhésion à l'OTAN n'est pas souhaitée par la République serbe de Bosnie-Herzégovine. Toutefois, ce pays fait partis du Plan d'action pour l'adhésion. Enfin, la Serbie¹² qui marque sa neutralité fait partie d'un Plan d'action individuel de partenariat. Ainsi, ces deux pays (Serbie, Bosnie-Herzégovine) représentent une zone particulièrement sensible où s'entremêlent diverses influences (Etats-Unis, EU, OTAN, Russie, Chine, Turquie, etc.). L'influence des Etats-Unis s'exerce de façon forte particulièrement sur les leaders politiques des Albanais du Kosovo et d'Albanie, sur le Monténégro et sur les Bochniaques¹³. Depuis l'élection de Joe Biden, on assiste à une crainte des Serbes du Kosovo de voir un soutien inconditionnel des Etats-Unis au Albanais dont ils bénéficient depuis l'automne 1998. De fait, l'influence exercée par les Etats-Unis sur les albanais du Kosovo reste réelle et l'intérêt d'une stratégie américaine de présence dans la région non remise en cause. La pandémie n'a pas changé la donne. Cependant, la bataille entre l'utilisation des vaccins Pfiser, Sputnik et Sinopharm traduit la compétition d'influence entre la Russie, la Chine et les Etats-Unis dans la région.

La Russie à la reconquête d'une position géostratégique majeure face aux Etats-Unis et à l'Union européenne :

La Russie est un acteur historique et politique dans les Balkans occidentaux, plus particulièrement dans les zones majoritairement peuplées de Serbes. Son action passée (au cours du XIXe siècle avec le processus d'indépendance de la région, la Première et la Seconde Guerre mondiale) lui permet de conserver une image de « puissance protectrice », au nom de la solidarité orthodoxe. Par ailleurs, la Russie ne reconnaît pas l'indépendance du Kosovo et dispose du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU. De fait, la Russie se présente comme le défenseur de l'intégrité territoriale. La Russie développe aussi une stratégie culturelle affichant le souhait de protéger les traditions et les valeurs orthodoxes. Au-delà de la présence

⁹ Le camp *Bondsteel* est une base militaire de l'OTAN au Kosovo près de la ville de Ferizaj/Uroševac, au centre de la zone américaine au Kosovo. La base a été construite en 1999 par les forces armées des États-Unis, juste après la guerre du Kosovo. Ce camp militaire, occupant 3,865 km²¹ est la seconde plus grande base militaire de l'armée de terre des États-Unis en Europe. L'armée des États-Unis a été critiquée pour l'utilisation de la base comme centre de détention, et pour les conditions de détention. En novembre 2005, Alvaro Gil-Robles, l'envoyé spécial des droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a décrit le camp comme une "version réduite de Guantánamo" à la suite d'une visite surprise « L'endroit ressemblait à une reconstitution de Guantánamo, en plus petit », a déclaré Alvaro Gil-Robles au journal français *Le Monde* daté du 26/27 novembre 2005.

¹⁰ En avril 2016, Donald Trump qualifiait l'OTAN d'obsolète du fait de son obsession dans la défense contre la Russie, et pas assez contre le terrorisme. Il déclare par ailleurs que les États-Unis ne retirent pas assez de bénéfices de leurs alliances et que les États membres ne payent pas suffisamment pour leur protection.

¹¹ Le Monténégro a adhéré à l'alliance le 5 juin 2017

¹² À la fin de 2006, l'OTAN a ouvert à Belgrade un bureau de liaison militaire qui soutient les réformes du secteur de la défense et facilite la participation de la Serbie aux activités du Partenariat pour la paix.

¹³ En 1974, Tito introduit la nationalité « Musulmans » (avec un M majuscule) à la demande des musulmans de Bosnie-Herzégovine ; les Musulmans deviennent alors un des peuples constitutifs de la Yougoslavie. Après les accords de Dayton en 1995, une fois la Bosnie-Herzégovine indépendante, les Bosniens musulmans demandent la reconnaissance de leur peuple en tant que nation par l'ONU, non sous sa dénomination première de « Musulmans » mais sous celle de « Bochniaques » (*Bošnjaci*).

politique et culturelle, la Russie revêt un rôle de superpuissance énergétique afin d'assurer la sécurité énergétique de certains Etats, la Serbie en particulier par le rachat de Nis Petrol, en 2008¹⁴, ainsi que de nombreuses raffineries par Gazprom. En 2013, la Russie et la Serbie ont signé un partenariat stratégique incluant la coopération militaire. La même année, la Serbie devient observatrice de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dirigée par la Russie. En Serbie, Moscou a fait don à Belgrade d'armes modernes. Elles incluent 60 véhicules blindés (dont la moitié sont des tanks de modèle T-72), mais aussi des avions de chasse de modèle MiG-29. La présence russe ne se limite pas à l'armement et à l'énergie, ainsi en avril 2020, l'arrivée de médecins russes et de matériels de désinfections contre le virus COVID 19 ont fait la une de la presse locale. En juin 2021, la Serbie a commencé par ailleurs la production du vaccin russe Sputnik marquant ainsi une « fraternité vaccinale ».

La Chine et les Balkans : une porte d'entrée sur le continent européen

Depuis plusieurs années, la Chine a vu son rôle évoluer largement, dans les Balkans, même si les relations dans la région ne sont pas nouvelles (pendant l'Albanie d'Enver Hoxha ou la Yougoslavie titiste). La politique de Xi Jinping et son objectif de faire de la Chine un acteur global a une influence directe se traduit par la création du forum de coopération, entre la Chine et 17 Etats Est-européens excepté le Kosovo (non reconnu par la Chine), ayant pour but de favoriser les investissements chinois dans la région. Dans le cadre de la « nouvelle route de la Soie », la Chine investit massivement, sous forme de prêts octroyés par des banques chinoises, dans les projets d'infrastructures. En 2017, environ 5 milliards de dollars ont été investis dans la région des Balkans par la Chine. A la différence de la Russie et la Turquie, la perspective présentée par Pékin n'est pas de se présenter comme la force protectrice d'une certaine communauté, elle est avant tout économique même si elle dénonce les séparatismes. Ainsi, c'est principalement la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, l'Albanie et le Monténégro qui voient l'arrivée massive d'investissements et de supers-projets. La route de la soie en Europe souhaite connecter le continent avec le port du Pirée, acquis par la Chine, pendant la crise financière, afin de mieux connecter les économies chinoise et européenne. Ainsi, depuis quelques années les projets se multiplient : nouveaux ponts érigés sur le Danube, canaux, nouvelles autoroutes au Monténégro, chemin de fer en projet entre Belgrade et Budapest et la multiplication de reprises ou ouvertures d'usines dans le secteur de l'énergie et de la métallurgie, notamment en Serbie. Malgré le discours exclusivement orienté sur les possibilités d'affaires de la Chine, son intervention revêt de nombreuses conséquences politiques et normatives. Ainsi, la Republika Srpska utilise très abondamment l'aide chinoise afin de financer un très grand nombre de projets. La flexibilité et la facilité des investissements chinois par rapport aux fonds européens séduisent aisément les dirigeants politiques. A la différence de la Russie, la Chine ne se veut pas comme une force qui divise. Au contraire, elle se présente comme ayant pour ambition de réunir les Etats de la région afin pour plus de coopération économique. Mieux encadrés, les projets européens tout de même restent plus nombreux que les chinois, ils pâtissent toutefois de leur lourdeur administrative, leur lenteur et de leur manque de visibilité. S'il relève plus d'une nécessité économique que d'un choix politique, l'engouement pour les projets chinois soulève néanmoins un certain nombre d'interrogations. En effet, la majeure partie des investissements chinois sont en réalité des prêts d'État. Bien que leurs termes soient avantageux, ils accroissent l'endettement public et fragilisent donc la capacité financière des États de la région. D'autre part, la logique politique prenant le dessus sur la logique de marché dans les décisions d'investissements, ce système favorise les réseaux opaques. Enfin, ces décisions

¹⁴ Sur le plan économique, depuis 2008, la Russie détient 51 % des parts de la compagnie pétrolière nationale serbe NIS ainsi que la raffinerie de Pancevo. Le gaz russe couvre 75 % des besoins de la Serbie.

d'investissements s'affranchissent généralement des préoccupations environnementales chères à l'UE. Malgré ces remarques, la Chine, n'est pas opposée à l'intégration européenne des Balkans occidentaux et attache notamment de l'importance à la stabilité de la région. L'absence de perspective d'adhésion à l'UE, ne peut que mener à un intérêt croissant pour la Chine de la part des Etats de la région. La pandémie n'a fait que renforcer cet intérêt. En effet, l'aide de l'UE s'est fait attendre et a brillé par son indécision tandis que l'aide médicale chinoise et l'arrivée du vaccin Sinopharm ont permis de créer une image positive de la Chine et négative de l'UE dans les Balkans alors même que l'UE est le premier donateur dans la région avec les fonds de pré-adhésion IPA (et une nouvelle tranche de fonds IPA III pour la période 2021-2027).

La Turquie et l'héritage de l'empire ottoman

La Turquie est à la fois un acteur politique, historique et économique dans les Balkans occidentaux. Avec le développement de politiques autoritaires sur son territoire, la Turquie s'est éloignée de sa perspective d'intégration européenne et contrebalance sa « mise à l'écart » avec une stratégie « néo-ottomane ». Ankara souhaite tisser un réseau d'alliances et de partenariats avec les pays issus de la dislocation de l'Empire ottoman. L'implication économique turque dans la région date des années 2000. Initialement, Ankara était essentiellement actif dans les pays possédant une forte population musulmane (Albanie, Kosovo et Bosnie-Herzégovine). Lors de nombreuses visites, les autorités turques essayaient d'incarner le rôle de protecteurs de cette communauté dans la région. Ankara a notamment pu jouer un rôle de médiateur lorsque des litiges pouvaient subvenir (notamment dans la région du Sandjak). La nature des investissements est fortement liée aux infrastructures (routier et aéroports) et à la culture (écoles, rénovation de mosquées). En 2016, le commerce avec les Balkans pour la Turquie s'évaluait à 3 milliards de dollars. Depuis quelques années, la Turquie a pu renouer aussi des relations avec la Serbie. De nombreuses rencontres bilatérales ont eu lieu entre Belgrade et Ankara qui préfèrent mettre en avant leurs bonnes relations économiques. Cette nouvelle donne est utilisée par les deux Etats afin de promouvoir leurs propres intérêts ; le Président Erdogan s'inscrit dans sa stratégie d'influence internationale et propose une alternative à la simple intégration européenne tandis que le Président Vucic multiplie les échanges internationaux (Russie, Chine, Turquie et Etats du Golfe). Politiquement, le Président Erdogan a multiplié les visites dans la région. Ainsi, en pleine élection présidentielle turque, il a tenu un meeting politique à Sarajevo, en mai 2018 auquel ont participé de nombreux turcs venus d'Allemagne. Le discours officiel de ce « grand plan » pour les Balkans revêt un aspect idéologique. Les Balkans et la Turquie partagent de nombreux aspects géographiques et culturels ; leur collaboration est présentée comme étant indispensable. Cependant, cette influence est aussi le reflet des priorités du président turc. Bien entendu, il ne fait pas oublier l'influence de la Turquie et son poids politique dans la région en relation à la crise migratoire. L'accord de 2016 entre l'Union européenne et la Turquie a drastiquement diminué le nombre de réfugiés passant par la route des Balkans. La guerre du Haut-Karabagh entre les arméniens et les azéris en pleine période de pandémie et d'élections aux Etats-Unis a démontré l'influence régionale et internationale de la Turquie. Cette influence reste également forte dans les Balkans.

Les pays du golfe : des investissements d'avenir sur le continent européen à partir des Balkans

Dans une moindre mesure que les trois pays précédents, les pays du golfe réalisent d'importants investissements économiques dans la région, depuis quelques années. Cet intérêt recouvre de la volonté de se donner une nouvelle importance géopolitique et d'investir dans

d'autres ressources que les énergies fossiles afin de diversifier les sources de revenus. Les pays du golfe ont acheté des terres en Voïvodine (Serbie) et investissent dans plusieurs secteurs d'activités. Ils sont aussi présent dans le projet de construction immobilier « Belgrade sur l'eau ». Depuis 2010, les investissements massifs ont eu lieu dans les infrastructures et les services, notamment dans le milieu du tourisme. Cependant, leur rôle n'est pas uniquement économique, un objectif culturel est aussi présent. Cette arrivée voit aussi de plus en plus de personnes apprenant l'arabe dans la région ainsi que l'augmentation du financement de lieux de cultes par les Etats du golfe, notamment dans les régions musulmanes au Kosovo et en Bosnie-Herzégovine.

L'Union européenne : premier donateur dans les Balkans occidentaux absent en période de pandémie ?

L'union européenne est le premier donateur dans les Balkans occidentaux et ses Etats membres restent les premiers investisseurs. Les institutions financent massivement les initiatives culturelles ou le développement d'une société civile qui promeut les valeurs européennes. Cependant, ses actions manquent de visibilité et ses procédures ainsi que sa conditionnalité limite son attrait dans la région. De plus, les perturbations internes du projet européen et dérives nationalistes, notamment portées par la Hongrie, Croatie et Pologne, donne une légitimité aux acteurs qui souhaitent intégrer la région et aller contre l'Etat de droit et les droits fondamentaux. L'instrument de préadhésion (IPA) a représenté pour la période 2014-2020 11,7 milliards € et la nouvelle tranche IPA III 2021-2027 est encore plus importante. Les objectifs sont de renforcer les institutions et la législation des pays partenaires en vue de leur adhésion à l'UE (réformes administratives et économiques). Depuis la crise migratoire, le Brexit et la crise grecque, force est de constater l'érosion graduelle de l'influence de l'UE. Concernant les Balkans occidentaux, la politique de l'UE souhaite renforcer la coopération régionale (par la zone de libre-échange CEFTA). Or celle-ci a été mise à mal par les leaders politiques albanais du Kosovo qui ont imposé une taxe de 100% sur les produits serbes en provenance de Serbie et de Bosnie-Herzégovine en 2019-2020. La politique de l'UE est étroitement liée aux processus d'adhésions, elle est donc « bilatérale » avec les Etats candidats et potentiellement candidats. En ce sens, elle manque de vision globale. Pourtant l'UE peut représenter pilier de la stabilisation des Balkans occidentaux. L'Union européenne a proposé une nouvelle méthodologie¹⁵ pour l'adhésion des Balkans occidentaux à l'UE en 2019 et en 2020. De nombreuses critiques en provenance des pays des Balkans occidentaux se sont élevées vers l'UE pendant la période de la pandémie de la Covid 19. Malgré une difficulté à mettre en œuvre une politique sanitaire et vaccinale efficace au sein des Etats membres de l'UE, les Balkans n'ont pas été oublié. En effet, de nombreux projets dans de nombreux secteurs ont été maintenus et la programmation des fonds IPA III (2021-2027) avancé au courant des années 2020 et 2021.

Les autres acteurs et vecteurs d'influences

Les acteurs économiques sont aussi des vecteurs d'influences. Alors que les pays des Balkans occidentaux et leurs 20 millions d'habitants se trouvent entourés par des pays de l'Union européenne, ils réalisent un Produit intérieur brut moyen (PIB) faible. Le chiffre des taux de croissance par pays sont forts (voir annexe 2) mais ils masquent des problèmes structurels profonds (sous-investissement, faible productivité, forts taux de chômage, économies fragiles). Consciente des problèmes économiques des pays des Balkans

¹⁵ La nouvelle méthodologie propose un mécanisme réversible et plus politique.

occidentaux, la BERD mets en œuvre des projets¹⁶ (voir annexe 3) pour le soutien aux PME. Dans le contexte économique difficile, l'arrivée des IDE (Investissements Directs Etrangers) représente un potentiel important pour le développement économique local. Les investisseurs étrangers sont aussi des vecteurs d'influences. Dans les Balkans, la part des IDE dans le PIB n'a jamais atteint les taux des PECO à la veille de leur adhésion. Les pays de l'UE et de l'AELE (Accord européen de libre échange) sont les premiers investisseurs dans les Balkans. La proximité spatiale avec l'UE joue bien évidemment : l'Autriche y est un investisseur de poids (un quart des IDE en Serbie), l'Allemagne et la Hongrie se placent parmi les principaux investisseurs, tout comme le Luxembourg et les Pays-Bas qui abritent bon nombre de firmes multinationales. La Croatie apparaît aussi comme un investisseur émergent en Bosnie-Herzégovine notamment. La Slovénie tient aussi une place importante dans l'ensemble des pays des Balkans occidentaux. La Bosnie-Hezégovine s'éloigne cependant du profil des autres pays balkaniques : l'UE n'est à l'origine que d'un tiers des IDE, et la Russie assure à elle seule 24% des investissements devant l'Autriche (18%). Enfin au Kosovo, en Macédoine du nord et en Albanie, l'UE et l'AELE comptent pour plus de 70% des IDE. La contiguïté joue aussi en Albanie : la Grèce et l'Italie comptent à elles deux pour plus de 37% des IDE. Au Kosovo, l'Allemagne et la Grande Bretagne assure 31% des IDE mais ceux-ci restent cependant faibles en comparaison aux autres pays de la région.

Les réseaux sociaux représentent aussi des vecteurs d'influence. La propagation des idées d'extrême droite dans les Balkans n'est pas nouvelle mais, ce phénomène prend une nouvelle dimension avec les réseaux sociaux. De plus en plus d'acteurs sont libres de pouvoir diffuser des théories et idées proches de l'extrême droite (idées nationalistes et révisionnistes, réduction de la place des libertés) via internet ; plus de 60 sites internet sont actifs en Croatie et plus de 30 en Serbie. Cette propagation d'idée est relayée par les réseaux sociaux avec une augmentation drastique de « posts » propageant des fakes news ; les divers scrutins qui ont pu se tenir, depuis fin 2016, en témoignent tout particulièrement. L'actuel environnement politique porté par les mouvements populistes laisse la possibilité d'une diffusion libre de ce genre de théorie. Totalement décomplexés dans ce nouvel environnement, de nombreux rassemblements publics ont eu lieu dans la région ou des mouvements d'extrême-droite manifestent leur attachement à ces idéologies. Ces mouvements ne sont pas isolés et possèdent des connexions européennes assumées.

Les Balkans occidentaux : entre dynamiques de déstabilisation et de stabilisation depuis trente ans.

Jusqu'à présent le processus d'adhésion représentait le facteur le plus important de stabilisation pour les pays des Balkans occidentaux. Ainsi, il a été possible de constater avant l'adhésion de la Croatie que l'UE représentait un réel levier qui permettait de faire changer les discours des partis nationalistes (par exemple le parti HDZ changea radicalement de discours quelques années avant l'adhésion de la Croatie). Il en va de même pour la Serbie avec le parti SNS d'Alexandre Vucic. Ce parti créé par des adhérents du parti radical de Vojislav Seselj, est devenu un parti « qui a repris le discours néolibéral et pro-européen d'autres partis, ex-adversaires. Ceci dit, l'UE peut aussi être un facteur de déstabilisation comme ce fut le cas au début des années 1990 avec des politiques et attitudes contradictoires (par exemple la reconnaissance rapide de nouveaux États a eu pour conséquence la création de nouvelles

¹⁶ Voir https://www.econostrum.info/Les-pays-des-Balkans-occidentaux-en-manque-de-productivite-et-d-investissement_a24143.html

frontières et un cloisonnement de l'espace de l'ex-Yougoslavie alors que l'objectif affiché était de favoriser la coopération régionale). L'Union européenne n'a pas su non plus évaluer les effets dominos dans les Balkans et n'a pas vraiment su développer une politique globale face à la région. Il en découle que l'UE, sans vision claire et globale face aux Balkans peut être autant source de stabilisation que de déstabilisation. L'arrivée des Investissements directs étrangers est un autre facteur de stabilisation. En effet, ils permettent de créer des emplois et leurs arrivées rassurent.

Les facteurs de déstabilisation sont nombreux. En premier lieu, la question des frontières représente le facteur de déstabilisation le plus important. En effet, les risques d'éclatements de conflits et d'embrasement généralisé des Balkans occidentaux est réel dès que l'on touche à la question des frontières, d'autant plus la question de la reconnaissance internationale des frontières intérieures en frontières extérieures a pour laquelle l'avis de la Commission d'arbitrage Badinter avait été demandé a suivi la logique des frontières de 1943¹⁷. Ainsi les reconnaissances internationales des républiques yougoslaves ont eu lieu sur la base de la logique de la Commission Badinter (celle-ci a statué sur la reconnaissance des six républiques de l'ex-Yougoslavie). Ouvrir de nouveau la question du tracé des frontières, c'est détruire la logique qui a été suivie depuis 1991, ce qui aurait pour conséquence de nouveaux conflits. Les référendum représentent aussi des dangers pour la stabilité de la région. Ainsi, le conflit en Bosnie-Herzégovine a éclaté au lendemain de l'annonce des résultats du référendum sur l'indépendance qui avait été boycotté par les Serbes de Bosnie-Herzégovine. De futurs référendum sur d'éventuelles nouvelles indépendances peuvent aussi mener à des conflits. Les commémorations nationalistes comme la commémoration de l'opération militaire Tempête en Croatie qui revient à « fêter le nettoyage ethniques » (environ 300.000 Serbes de la Krajina ont été chassés pendant l'opération Tempête en Croatie alors qu'ils vivaient dans ce pays depuis plusieurs siècles). Ces commémorations entretiennent la haine entre les peuples des Balkans et ont des effets dominos : un nationalisme renforce un autre nationalisme.

A l'heure de la pandémie Covid 19, les acteurs internationaux préparent aussi l'après-Covid. Ainsi de nombreuses initiatives apparaissent et les mots « Post-Covid » résonnent sans trop savoir quand cet « après » adviendra. Les Balkans occidentaux représentent l'avenir de l'Union européenne. En effet, le prochain élargissement de l'UE ne ressemble pas aux précédents. Les règles du jeu sont devenues mouvantes et les territoires de cette partie de l'Europe fragiles mais attrayant pour les acteurs internationaux qui ne manquent pas d'utiliser les moyens et les vecteurs d'influences pour marquer leurs puissances.

¹⁷ Le Kosovo n'était pas une république au sein de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie (RSFY) mais une région autonome de la république de Serbie.

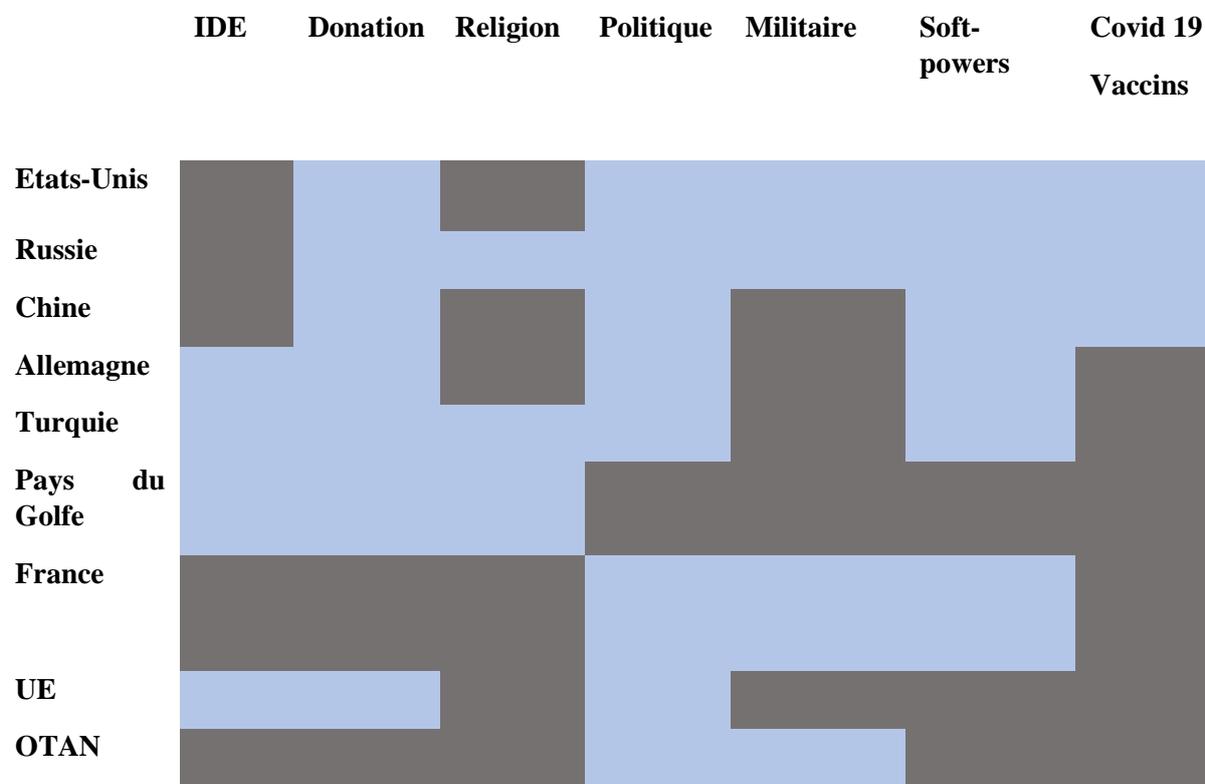
Annexe 1 –Taux de croissance (en pourcentage)

	2016	2017	2018	2019	2020
Albanie	3,4	3,8	4	3,6	3,5
Bosnie- Herzégovine	3,1	3,3	3,2	3,4	3,9
Macédoine du nord	2,9	0	2,5	2,9	3,2
Monténégro	2,9	4,3	3,8	2,8	2,5
Serbie	2,8	1,9	3,5	3,5	4

Source: Western Balkans Regular Economic Report No. 14 - Banque mondiale, 2018

Annexe 2 – Les vecteurs d’influences dans les Balkans

Note (les « soft-powers » comprennent les secteurs du numérique, de la culture, de l’entreprise, de l’éducation)



Bleu : Influence forte

Gris : Influence faible

